

# Les fermes aquacoles marines et continentales : enjeux et conditions d'un développement durable réussi

## Déclaration du groupe de l'UNSA

Notre pays n'est plus à un paradoxe près. Alors que la France est la deuxième puissance maritime au monde, qu'elle possède de nombreux atouts notamment en termes de recherche, elle est en matière de développement des fermes aquacoles particulièrement à la traîne comme le démontre l'avis qui nous est soumis aujourd'hui. Un avis qui, à partir des multiples constats posés, nous livre pas moins de 51 préconisations toutes judicieuses et pragmatiques. Ce qui en dit long sur l'état d'une filière laissée en jachère depuis des années par les pouvoirs publics.

Ces préconisations sont le résultat du travail extrêmement précis conduit par la section sur l'ensemble des différentes filières concernées et démontrent combien il y a nécessité à agir sur tous les fronts pour faire de ces différentes activités des pôles de développement, de recherche, d'innovation et de formation, mais aussi pour les inscrire sur des territoires captifs, créateurs d'emplois et d'essor économique, le tout dans le cadre d'un développement durable aujourd'hui incontournable.

L'intérêt de cet avis réside dans son approche véritablement systémique. Les différentes préconisations montrent bien la diversité des leviers sur lesquels il faut agir pour mener enfin une politique volontariste en la matière :

- encourager et renforcer la recherche et le développement ;
  - desserrer les multiples freins administratifs ;
  - développer les enquêtes statistiques qui font aujourd'hui défaut ;
  - s'inscrire dans une cohérence européenne ;
  - améliorer les droits sociaux notamment des travailleurs saisonniers ;
  - organiser des campagnes de promotion et d'information auprès de l'opinion publique ;
  - rassurer le consommateur en mettant en place une traçabilité des produits de l'aquaculture... ;
- pour ne citer que ces quelques exemples.

C'est donc une véritable feuille de route exhaustive qui nous est proposée. Espérons que ce quinquennat et ce gouvernement feront preuve d'audace en la matière. L'avis nous rappelle, à juste titre, le travail précédent conduit en 2008, et malheureusement resté lettre morte depuis.

Bien sûr, les enjeux économiques sont réels et ne doivent donc pas être négligés. Mais au-delà, c'est bien la question désormais fondamentale de la gestion durable des ressources alimentaires de la planète qui devient majeure. Notre pays, au regard de son espace maritime, ne peut pas se tenir à l'écart de ces évolutions. D'autant que son retard en la matière pourrait finalement devenir un atout,

car permettant de tirer tous les enseignements des dérives des productions industrialisées et donc de s'inscrire dans des processus raisonnés et durables.

Cet avis tombe particulièrement bien. En effet, il fait écho à une réunion internationale qui s'est tenue la semaine dernière sous l'égide des Nations-Unies, un rassemblement concernant l'avenir des océans, à savoir le plus grand écosystème planétaire puisqu'il représente 71 % de la surface du globe. Des océans à la fois victimes mais aussi clés du réchauffement climatique...

Pour conclure, permettez-moi de reprendre ici une phrase d'Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU lors de ces travaux : « *Préserver nos océans et les utiliser de manière durable, c'est préserver la vie elle-même* ».

L'UNSA a voté, sans réserve, pour cet avis.